

Immigrant Access Fund Canada : Mémoire prébudgétaire en vue du budget fédéral de 2017

Soumis par : Dianne Fehr, directrice exécutive, Immigrant Access Fund Canada

Habiliter les immigrants qualifiés à l'emploi par l'octroi de microprêts

Résumé

« Le gouvernement facilitera le processus permettant aux immigrants de s'établir et de réussir au Canada, d'être réunis avec leur famille et de contribuer au succès économique de l'ensemble des citoyens canadiens. »

- Son Excellence le très honorable David Johnston, gouverneur général du Canada
Discours du Trône, le 4 décembre 2015

Le discours du Trône du gouverneur général met en évidence que la réussite et l'intégration des nouveaux arrivants au Canada est une priorité nationale. Immigrant Access Fund Canada est bien positionné pour atteindre l'objectif du gouvernement d'aider les immigrants à contribuer à la réussite économique et sociale du Canada. En tant qu'organisation nationale servant des immigrants à travers le pays, IAF a mis au point une intervention fondée sur des faits qui a fait ses preuves, afin de permettre aux immigrants qualifiés (y compris les réfugiés) d'exploiter au maximum leur capital humain et de se procurer un emploi correspondant à leurs compétences, à leur niveau d'études et à leur expérience.

Les immigrants doivent affronter de nombreux obstacles à leur intégration au marché du travail du Canada. Faute d'avoir la formation canadienne ou les permis dont ils ont besoin pour travailler dans leur domaine préféré, bon nombre d'immigrants se retrouvent au chômage ou acceptent des emplois mal payés pour « joindre les deux bouts ». Avec des revenus peu élevés, voire inexistants, ils doivent faire de gros efforts pour payer les examens et/ou la formation du Canada dont ils ont besoin. Ils ont du mal à obtenir du crédit auprès des institutions financières principales en raison de leurs revenus bas ou inexistants et de leur manque d'antécédents de crédit au Canada.

IAF écarte l'obstacle financier pour les immigrants qui s'efforcent d'obtenir leur permis canadien ou leur formation canadienne en leur octroyant des microprêts allant jusqu'à 10 000 \$ pour les aider à payer les frais d'examen, les frais de scolarité et d'autres dépenses. Quand les nouveaux arrivants obtiennent les permis ou la formation dont ils ont besoin au Canada, les employeurs canadiens profitent d'un bassin élargi de travailleurs qualifiés, et l'économie canadienne tire parti de recettes fiscales accrues et d'économies au niveau des programmes sociaux. Depuis 2005, IAF a prêté 15 millions de dollars à 2 400 nouveaux arrivants, et a constaté des résultats mesurables magnifiques, y compris un rendement de 900 % sur les investissements dans l'économie canadienne en haussant

les revenus des bénéficiaires de ces prêts de 34 000 \$ en moyenne. Étant donné les avantages très positifs pour l'économie du Canada quand les bénéficiaires de prêts IAF obtiennent un emploi dans le domaine où ils œuvraient avant leur migration chez nous, et aussi les bénéfices d'une communauté immigrante plus branchée et engagée, on peut dire que le programme des microprêts d'IAF est une façon dont le gouvernement du Canada peut profiter afin d'aider à assurer le succès de nos nouveaux arrivants.

Recommandation : Qu'en 2017 le gouvernement du Canada fasse un investissement forfaitaire de capitaux d'emprunts de 12,6 millions de dollars pour financer les microprêts d'IAF aux immigrants, et prenne également un engagement de prestation des programmes et des infrastructures étalé sur trois ans de 2,8 millions de dollars (2017), 3,9 millions de dollars (2018) et 5,5 millions de dollars (2019) respectivement, pour un investissement total de 24,8 millions de dollars.

L'opportunité : l'intégration des immigrants au marché du travail canadien

Des projections démographiques récentes indiquent que l'immigration continuera à jouer un rôle de premier plan dans la croissance de notre population à l'avenir. On prédit en effet qu'à compter de 2031, plus de 80 % de cette croissance proviendra de l'immigration, comparativement à sa contribution actuelle de 67 %¹. Les immigrants au Canada tendent à être prêts à faire une contribution positive, étant très bien instruits, car plus de 40 % d'entre eux détiennent un baccalauréat ou un diplôme plus avancé comparativement aux 17 % des personnes nées au Canada². Parmi les neuf sur dix nouveaux arrivants ayant des qualifications supérieures à un diplôme d'études secondaires, 82 % détenaient des diplômes dans des domaines d'études d'une importance critique pour la vitalité économique du Canada, depuis l'ingénierie à l'agriculture, la biologie, la physique et les sciences de la santé en passant par les sciences humaines et les sciences sociales. Deux tiers d'entre eux avaient des emplois comme professionnels avant d'immigrer au Canada, dans la gestion et l'administration des affaires, dans les sciences naturelles, dans le domaine de la santé et dans l'éducation. Un petit nombre (12 %) avaient des métiers de col bleu avant d'arriver chez nous³.

Dans ce contexte, il est clair que les immigrants formés à l'étranger qui font valoir leurs compétences et leur expérience sur le marché du travail du Canada peuvent constituer un moteur puissant pour faire avancer le Canada vers son plein potentiel économique.

Tout en reconnaissant cette opportunité, toutefois, nous devons faire face à une dure réalité. Trop souvent, les immigrants formés à l'étranger s'inscrivent dans la pauvreté, car ils deviennent coincés par le chômage ou par des emplois mal payés qui suffisent à peine pour leur permettre de « joindre les deux bouts ». Les nouveaux immigrants ont à la fois des taux de chômage plus élevés et des salaires

¹ <http://www.statcan.gc.ca/pub/71-606-x/2012006/aftertoc-aprestdm1-fra.htm>.

² Dawn Desjardins, *Immigrant labour market outcomes in Canada*, Recherches économiques RBC, 2011.

³ <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2010109/article/11342-fra.htm>.

plus bas que les travailleurs nés au Canada⁴, malgré le fait que leur niveau d'études soit en moyenne plus élevé². On peut être lent à reconnaître les acquis étrangers, et quatre ans après être venus au Canada, seulement 28 % des nouveaux arrivants ayant des sanctions d'études étrangères avaient réussi à les faire reconnaître³. Cet écart entre les compétences et l'expérience des immigrants et le succès sur le marché du travail est un boulet pour l'économie nationale. On a estimé que si les compétences observables des immigrants attiraient des salaires semblables à ceux que touchent les travailleurs nés au Canada, la hausse générale des revenus serait de l'ordre de 30,7 milliards de dollars, soit 2,1 % du PIB².

On peut invoquer plusieurs facteurs sociaux et systémiques pour expliquer cet écart, mais il y a un facteur qui est particulièrement simple à résoudre : la barrière financière que doivent surmonter les immigrants pour obtenir les permis canadiens et/ou la formation canadienne dont ils ont besoin.

En 2012, 24 000 nouveaux arrivants possédant des professions et des métiers réglementés sont venus au Canada⁵. Vu que 36 % des immigrants éprouvent des difficultés financières pendant le processus de délivrance des permis⁵, on peut faire une estimation prudente que 8 640 personnes chaque année à travers le Canada ont besoin d'aide pour payer leur permis ou leur formation. Au moment d'être accueillis par l'IAF, 72 % de nos emprunteurs gagnent 23 999 \$ ou moins, 43 % sont au chômage et 57 % occupent des emplois de fortune ou sont sous-employés dans leur domaine. Il s'agit de personnes hautement instruites dans des domaines critiques, qui possèdent de bonnes compétences linguistiques et sont prêtes à intégrer le marché canadien du travail dans leur domaine. Ils marquent le pas parce qu'ils ne peuvent avoir accès aux crédits conventionnels ni épargner suffisamment d'argent pour payer les permis et la formation dont ils ont besoin au Canada.

Une solution qui a fait ses preuves : les microprêts d'IAF

IAF embrasse la vision que les immigrants qualifiés soient intégrés équitablement à la population active et contribuent par leur expertise à la réussite économique et sociale du Canada.

Depuis 2005, IAF a fourni des microprêts allant jusqu'à 10 000 \$ à des immigrants formés à l'étranger, par l'entremise d'un programme communautaire. Les microprêts IAF servent à payer les coûts des frais d'examen, des droits de scolarité, des livres et des fournitures scolaires, les évaluations des qualifications, une allocation de subsistance pendant les études, et d'autres frais que les nouveaux arrivants encourent en travaillant vers le but de devenir employés dans leur domaine au Canada. IAF prête de l'argent aux immigrants qui typiquement ne peuvent accéder au crédit conventionnel parce qu'ils manquent des antécédents en matière de crédit au Canada, ou bien ont des revenus faibles ou inexistantes.

IAF a commencé son activité en Alberta en 2005, s'est étendu à la Saskatchewan en 2012 et à l'Ontario et au reste du Canada en 2014. Les résultats mesurables du programme sont excellents. Par exemple :

- 76 % des bénéficiaires de prêt trouvent du travail dans leur domaine qui correspond à leurs compétences et à leur niveau d'études après avoir achevé leur plan d'apprentissage.

⁴ Statistique Canada, *Les immigrants sur le marché du travail canadien de 2008 à 2011 : Analyse*.

⁵ Statistiques fournies à IAF par Emploi et Développement social Canada en avril 2015.

- Les prêts d'IAF produisent un rendement extrêmement élevé sur leurs investissements – chaque dollar investi dans le programme des prêts rapporte plus de 15 \$ en revenu additionnel pour la société dès la première année⁶.
- Plus de 97 % des fonds venant à échéance sont remboursés.
- Les gens qui ont reçu un prêt ont vu leur revenu monter de 16 000 \$ en moyenne à 50 000 \$⁶.

L'excellent rendement sur les investissements pour les bailleurs de fonds gouvernementaux a été quantifié par le D^r J. C. Herbert Emery de l'Université de Calgary dans son rapport intitulé *Evaluating the Income and Tax Yield Outcomes of the Immigrant Access Fund Program in Alberta* (Évaluation des résultats en matière de revenus et de revenus d'impôt du Immigrant Access Fund Program en Alberta), qui a été publié en juin 2015. Les constatations du D^r Emery illustrent comment les prêts d'IAF aident à produire des revenus importants pour le fisc (selon un échantillon de 752 emprunteurs en Alberta) :

<p>Changement de revenus</p> <p>16 000 \$ → 50 000 \$ À l'accueil lors du suivi</p>		<p>Gain en impôt sur le revenu</p> <table border="0"> <tr> <td>Fédéral</td> <td>1 290 \$</td> <td>5 800 \$</td> </tr> <tr> <td>Provincial</td> <td><u>655 \$</u></td> <td><u>2 655 \$</u></td> </tr> <tr> <td></td> <td>1 945 \$</td> <td>→ 8 455 \$</td> </tr> </table> <p>à l'accueil lors du suivi</p>	Fédéral	1 290 \$	5 800 \$	Provincial	<u>655 \$</u>	<u>2 655 \$</u>		1 945 \$	→ 8 455 \$
Fédéral	1 290 \$	5 800 \$									
Provincial	<u>655 \$</u>	<u>2 655 \$</u>									
	1 945 \$	→ 8 455 \$									
<p>Rendement de l'investissement</p> <p>Changement de revenu de 34 000 \$ Coût par prêt 3 700 \$</p>	<p>= 900 % de rendement sur l'investissement</p>	<p>Le rendement de la première année est composé <i>pour chaque année de travail</i> de l'emprunteur IAF. Même si le gain de revenu ne dure que pour une seule année, le coût des programmes est plus que récupéré à partir de l'augmentation des revenus de la première année.</p>									

En date du 30 juin 2016, IAF a approuvé 15 millions de dollars en prêts à 2 400 immigrants, y compris des réfugiés. IAF représente l'organisation communautaire de microfinances la plus grande et la plus conséquente au Canada, offrant un coup de main aux nouveaux arrivants à travers le pays qui cherchent à intégrer le marché du travail du Canada dans leur domaine. Avec le soutien de ces partenaires et de ses conseillers, IAF met en branle une stratégie de croissance pluriannuelle. IAF est prêt à élargir son programme pour servir des milliers de personnes à travers le Canada chaque année.

Financement actuel

IAF a un modèle de financement unique qui engage à la fois le secteur public et le secteur privé.

La majorité (85 %) des coûts d'exploitation de base d'IAF est financée par les gouvernements fédéral et provinciaux, à savoir :

- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
- Ministère des Affaires civiques et de l'Immigration de l'Ontario

⁶ J.C. Herbert Emery, « *Evaluating the Income & Tax Yield Outcomes of the Immigrant Access Fund Program in Alberta*, mars 2015, <http://www.iafcanada.org/wp-content/uploads/2015/10/Emery2015.pdf>.

- Ministère du Travail de l'Alberta (prévu)

Les 15 % du financement est fourni par le secteur privé sous forme de dons et de subventions provenant de particuliers et de fondations privées.

En plus de ces coûts d'exploitation, IAF a besoin d'un bassin important de capitaux d'emprunts à partir duquel des fonds sont prêtés à des emprunteurs, remboursés, puis recyclés à d'autres bénéficiaires qui les méritent. Le bassin de capitaux d'emprunts d'IAF est actuellement de 10 millions de dollars, dont 28 % vient d'une subvention accordée par le gouvernement du Canada. Les autres 72 % sont constitués de dons, d'intérêts nets payés par les emprunteurs d'IAF (5 %), et d'argent provenant du modèle de financement social unique facilité par RBC, le partenaire bancaire national d'IAF. Des particuliers bien nantis et des fondations privées et communautaires signent des garanties pour une facilité de crédit de 6 millions de dollars que RBC a fournie à IAF.

Projection de croissance

IAF va approuver 475 nouveaux prêts et gérer une moyenne de 1 340 prêts en 2016-2017. Selon les estimations prudentes du besoin des microprêts, cela ne représente que le sommet de l'iceberg – environ 5,5 % des 8 640 immigrants susmentionnés qui ne peuvent se payer les permis canadiens et la formation canadienne dont ils ont besoin. Reconnaisant l'opportunité énorme de joindre plus de nouveaux arrivants et fort des résultats réussis au niveau des bénéfices socioéconomiques et des revenus d'impôt tels qu'illustrés par l'étude du D' Emery, IAF a jeté les bases d'un plan pour atteindre une croissance transformative en approuvant pas moins de 2 200 prêts par an.

Investissement demandé

Fonds annuel d'exploitation et de croissance

Les dirigeants d'IAF demandent au gouvernement du Canada d'envisager un arrangement de financement à long terme qui permettrait à IAF, sur une période de trois ans, d'augmenter l'échelle des résultats positifs qu'IAF a obtenus depuis dix ans. IAF propose que le gouvernement fédéral paie 70 % des coûts d'exploitation du programme, que les gouvernements provinciaux payent 25 %, et que le secteur privé participe à hauteur de 5 %.

	2017-2018	2018-2019	2019-2020	Permanent
Nombre de prêts ciblés :	815 nouveaux prêts 1 750 prêts gérés	1 315 nouveaux prêts 2 600 prêts gérés	2 200 nouveaux prêts 4 100 prêts gérés	2 200 nouveaux prêts 4 100 prêts gérés
Coûts d'exploitation :	4 000 000 \$	5 600 000 \$	7 900 000 \$	7 900 000 \$
Investissement du gouvernement fédéral (70 %)	2 800 000 \$	3 920 000 \$	5 530 000 \$	5 530 000 \$
Investissement des gouvernements provinciaux (25 %)	1 000 000 \$	1 400 000 \$	1 975 000	1 975 000
Secteur privé (5 %)	200 000 \$	280 000 \$	395 000 \$	395 000 \$

Capital d'emprunts

IAF utilise un modèle de capitaux-emprunts mixte composé à la fois de dettes et de capitaux. À l'heure actuelle, le bassin des capitaux-emprunts de 10 millions de dollars d'IAF est composé de dettes à 60 %. IAF a accès à des capitaux-emprunts à même une facilité de crédit de 6 millions de dollars fournie par RBC, laquelle est protégée par des garanties signées par des particuliers et des fondations. Ce programme novateur de financement social a connu une énorme réussite en assurant la croissance du bassin de capitaux-emprunts d'IAF, mais le coût d'emprunter ces capitaux restreint la croissance du programme. Et à mesure que le programme prend de l'envergure, il n'est pas certain que le secteur privé puisse continuer à supporter le fardeau de cette croissance sans un financement de base provenant du gouvernement. IAF vise à établir un ratio de dettes aux capitaux de 30 : 70.

	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Nombre de prêts ciblés	815 nouveaux prêts	1 315 nouveaux prêts	2 200 nouveaux prêts
Capitaux-emprunts nets requis	2 000 000 \$	4 700 000 \$	8 500 000 \$
Investissement forfaitaire pour un rapport dette/équité de 30 : 70	12 600 000 \$		

Conclusion

Le discours du Trône de 2015 du gouverneur général va droit au cœur de la vision d'IAF, que les immigrants qualifiés soient intégrés équitablement à la population active et contribuent par leur expertise à la réussite économique et sociale du Canada.

Les gens arrivent au Canada plein d'optimisme et désireux d'apporter leur contribution. Beaucoup d'entre eux ont les compétences et les capacités nécessaires pour faire des contributions importantes à notre société et notre économie. L'octroi de microprêts pour financer le coût de la délivrance des permis et de la formation dont les immigrants ont besoin est une intervention simple qui a fait ses preuves et qui produit des résultats qui peuvent changer des vies.

La vision du gouvernement que les immigrants puissent se faire une vie bien réussie au Canada et contribuer ainsi à la réussite économique du pays peut être portée de l'avant par Immigrant Access Fund Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur Immigrant Access Fund Canada, veuillez visiter le site www.iafcanada.org.